

Mexique : Le combat du Syndicat mexicain des électriciens six ans après sa création

dimanche 31 janvier 2016, par [GAUDICHAUD Frank](#), [MONTES de OCA LUNA Humberto](#), [THOMAS Fabrice](#) (Date de rédaction antérieure : octobre 2015).

Entretien avec Humberto Montes de Oca Luna, secrétaire aux relations extérieures du SME et l'un des coordinateurs de la Nouvelle centrale des travailleurs (NCT). « *Nous voulons construire une alternative qui s'appuie sur le rôle joué par les travailleuses et les travailleurs de notre pays.* »

Le Syndicat mexicain des électriciens (SME), syndicat historique de la classe ouvrière mexicaine, s'est trouvé ces dernières années à l'avant-garde du mouvement social et populaire de ce pays. En lutte depuis plus de six ans contre la fermeture de l'entreprise publique Luz y Fuerza del Centro qui comptait 44 000 salariés quand le gouvernement néolibéral de Calderón (Parti Acción Nacional - PAN) a décidé de privatiser le secteur de l'électricité dans le District fédéral de la ville de México, le SME a développé des mobilisations à tous les niveaux, aussi bien social que politique et judiciaire. Depuis 2009 il a participé à de nombreuses luttes, en particulier celles qui se sont opposées à de nouvelles privatisations et à destruction du code du travail. Son esprit de résistance et sa capacité de mobilisation, qui font exception ces dernières années dans le mouvement syndical mexicain, donnent au SME une responsabilité politique qui transcende les revendications immédiates propres aux électriciens. Aujourd'hui les adhérents du syndicat (plus de 16 000 sur les 44 000 travailleurs de Luz y Fuerza, les autres ayant renoncé au syndicat en échange de la liquidation de leur contrat) sont confrontés à une double tâche : d'une part, trouver une solution en termes d'emploi à court terme - et en finir avec six années de mise à pied et de précarité - et, d'autre part, aider à construire les outils qui font défaut aux travailleuses et aux travailleurs mexicains : une nouvelle centrale syndicale combative et démocratique et une organisation politique unitaire anticapitaliste.

Ce sont des objectifs d'autant plus fondamentaux que le peuple mexicain est confronté quotidiennement à une situation désastreuse, notamment après la crise politique ouverte par l'enlèvement et la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa en septembre 2014. Les mobilisations massives organisées il y a quelques semaines à l'occasion du premier anniversaire de cette terrible répression ourdie par le pouvoir politique ont montré que la caste qui gouverne le pays devra inéluctablement faire face à l'indignation populaire et à l'exigence de vérité et de justice. Mais cela a aussi révélé l'importante dispersion des mouvements sociaux (et de la gauche radicale) qui, même s'ils s'accordent dans la dénonciation du gouvernement néolibéral de Peña Nieto (Parti révolutionnaire institutionnel - PRI), de la violence et de la corruption généralisées, ne parviennent pas encore à définir la voie unitaire pour une issue politique alternative.

Nous avons pu nous entretenir de ces différents défis avec Humberto Montes de Oca Luna, secrétaire aux relations extérieures du SME et l'un des coordinateurs de la Nouvelle centrale des travailleurs (NCT). Humberto est un militant syndical de longue date et l'une des figures de la résistance du SME, tant au Mexique que sur la scène internationale. Nous l'avons rencontré début octobre dans un des locaux du SME en plein centre de México alors qu'allait être finalisé un accord avec le gouvernement fédéral visant à remettre au SME plusieurs usines de production d'électricité

sous la forme d'une coopérative ouvrière, en contrepartie de la liquidation du contrat collectif de travail de l'entreprise Luz y Fuerza. La première usine à avoir été remise au syndicat dans les jours qui ont suivi est celle de Nexaca, dans le nord de l'État de Puebla : tout un symbole quand on sait que c'est là qu'a été créée la première centrale pour fournir de l'électricité à Mexico au début du XX^e siècle. Comme le reconnaît bien Humberto, cette solution n'est malgré tout que partielle et transitoire (seuls les membres actuels du syndicat pourront retrouver du travail dans le projet en cours de négociation, projet qui bien sûr comporte de nombreuses incertitudes et défis pour le SME), mais elle constitue une première victoire après six années de résistance tenace, et une lueur d'espoir pour le mouvement ouvrier mexicain.

Franck Gaudichaud et Fabrice Thomas - Humberto, avant d'aborder les questions d'actualité, nous aimerions savoir quels ont été pour toi les moments clés de cette longue lutte que le SME a dû engager.

Humberto Montes de Oca Luna : Pour nous, l'objectif premier tout au long de ces six années a été d'éviter la mise à mort de notre syndicat, ce qui était le véritable objectif du président néolibéral Felipe Calderón, qui a voulu en finir avec notre organisation, un syndicat historique, centenaire. Notre deuxième objectif était de retrouver nos postes de travail. Le troisième était de poursuivre la lutte contre la privatisation du secteur de l'énergie qui est une des raisons qui ont conduit à notre licenciement collectif de masse - 44 000 travailleurs - après dix ans de refus de la privatisation du secteur et de mise en échec d'au moins deux réformes constitutionnelles de privatisation.

Que négociez-vous actuellement avec l'objectif de maintenir vivante - justement - cette puissante force syndicale et de classe ?

Humberto Montes de Oca Luna : Il faut d'abord dire que la solution que nous avons trouvée est pour nous une « solution partielle et transitoire » : nous ne récupérons pas à 100 % ce dont nous avons été dépouillés en octobre 2009. C'est une solution politique dans le sens où, sur le plan judiciaire, nous n'avons pas un soutien clair qui donnerait à notre lutte une perspective à plus long terme. Une autre donnée essentielle est que la situation de la classe travailleuse au Mexique est très difficile, le rapport de forces nous est totalement défavorable. Le gouvernement central impose tout un ensemble de réformes structurelles pour aggraver le modèle néolibéral et il n'y a pas de mouvement social coordonné, pas plus que d'alternative politique visible qui permette de renverser cette situation à court terme. Nous sommes donc contraints de trouver une solution politique qui permette de récupérer en partie nos postes de travail et la convention collective qui existait auparavant. C'est très important d'obtenir la réembauche des 16 599 travailleurs, d'autant plus que depuis six ans ils n'ont touché aucun revenu.

Effectivement il s'agit de résister dans des conditions très difficiles...

Humberto Montes de Oca Luna : Oui, nous vivons dans des conditions précaires, qui se détériorent beaucoup, des situations de ruptures familiales, de maladies, de décès et même de suicides. Il reste un noyau de résistance qui a survécu à toutes les épreuves de cette lutte frontale contre l'État mexicain : il y a eu la complicité du pouvoir législatif qui s'est abstenu d'intervenir dans la controverse contre le décret de dissolution, le comble revenant à la Cour suprême de justice qui a été associée à cette dissolution et à l'annulation d'une mesure de protection que nous avait accordée un tribunal collégial, qui sanctionnait notre victoire et offrait une issue juridique avec la réembauche des travailleurs et leur droit à percevoir les salaires non versés... Notre résistance a pu en venir à bout avec la solidarité des organisations sociales qui nous ont soutenus au niveau national et international.

Vous allez créer une coopérative qui permettra de réintégrer une partie des travailleurs

adhérents au SME. Comment pensez-vous vous organiser concrètement ?

Humberto Montes de Oca Luna : Le gouvernement a une dette à notre égard : les fonds de la caisse de prévoyance qui étaient inscrits dans la convention collective et appartiennent aux travailleurs constituent un passif de l'entreprise en dissolution. De fait, la société ne peut pas prononcer sa dissolution si elle ne verse pas ces sommes aux travailleurs : nous avons négocié que, au lieu de nous verser cette somme en espèces, on nous octroie la gestion de quatorze centrales hydroélectriques qui appartenaient à la société Luz y Fuerza del Centro et on va nous attribuer également un ensemble de centres de production avec leurs terrains, leurs bâtiments, leurs infrastructures, pour qu'ils soient gérés par les travailleurs eux-mêmes.

Sur le plan politique, depuis quelques années, vous défendez la nécessité de créer un instrument politique pour dépasser la fragmentation des classes populaires : vous avez donc appelé à la création de l'Organisation du peuple et des travailleurs (OPT). Jusqu'ici le développement de l'OPT est resté modeste. Quels sont les défis qu'affronte cette organisation à l'heure où le gouvernement de Peña Nieto s'effondre et où se généralise dans tout le pays une violence brutale contre celles et ceux d'en bas ?

Humberto Montes de Oca Luna : Notre lutte a d'abord été une lutte pour la défense de l'emploi, mais elle s'est transformée en une lutte sociale de masse contre la privatisation de l'énergie, contre le gouvernement et nous en avons fait une lutte politique nationale. C'est la raison de la création de l'OPT, une organisation qui aspire à représenter politiquement les travailleuses et les travailleurs en lutte et qui s'articule avec un ensemble de mouvements sociaux et de courants politiques de gauche. L'objectif de l'OPT est de lutter pour l'émancipation sociale, ce qui veut dire dans une perspective anticapitaliste, de changement profond des rapports de pouvoir et des rapports économiques dans notre pays. Elle veut contribuer à l'accumulation de forces stratégiques pour en finir avec cette caste néolibérale qui exploite non seulement toutes les ressources naturelles mais également nous, les êtres humains.

Sur le plan tactique, quelle est la position de l'OPT face au gouvernement et à la prochaine élection présidentielle ?

Humberto Montes de Oca Luna : Avant 2012, au début de la construction de notre organisation, nous avons essayé d'obtenir le « certificat de parti politique » (délivré par l'Institut électoral mexicain, qui décide ainsi qui peut se présenter aux élections), mais on nous l'a refusé grâce aux mécanismes en vigueur au Mexique qui permettent d'empêcher que s'exprime une position de classe dans la lutte politique électorale... Il s'est ensuite produit un événement majeur, il y a juste un an : l'enlèvement et la disparition des 43 étudiants d'Ayotzinapa.

Nous avons actuellement un débat dans nos rangs sur la viabilité de la participation à des processus politiques électoraux. Nous pensons que l'État mexicain connaît un processus de décomposition profonde et accélérée qui s'est notamment manifesté avec la disparition de nos camarades à Ayotzinapa, un drame qui met en évidence la responsabilité des autorités locales, des forces de police et de l'armée. C'est une preuve des connexions existant entre la délinquance organisée et l'État mexicain, la classe politique néolibérale et les partis politiques institutionnels (qui sont très souvent financés par les cartels de la drogue). Il existe une interaction entre ces deux mafias : la mafia politique et celle de la délinquance organisée. C'est pourquoi, lors des dernières élections, nous avons appelé à l'abstention, au vote nul, et par endroits au boycott actif du processus électoral.

Avec cette situation terrible symbolisée par la disparition des 43, on constate que la violence au Mexique ne provient pas seulement des cartels de la drogue mais qu'il existe aussi une violence politique généralisée qui frappe les dirigeants d'organisations sociales

et les classes populaires. Le nombre de morts chaque année est terrifiant. Comment vois-tu la situation des mouvements sociaux dans cette conjoncture ?

Humberto Montes de Oca Luna : Les mouvements sociaux au Mexique sont confrontés à un défi majeur. C'est vrai qu'il y a beaucoup d'actions pour s'opposer aux spoliations, à la répression, à la remise en cause de droits acquis, aux restrictions des libertés démocratiques, mais il s'agit d'une résistance dispersée. Ce sont des mouvements régionaux ou locaux qui restent isolés dans le contexte national, et articuler ces résistances est donc un défi majeur. Certains processus actuels vont dans cette direction, comme la construction de l'Assemblée nationale populaire et de la Convention nationale populaire qui sont nées de la mobilisation pour Ayotzinapa. Cette Convention a adopté un programme en neuf points qui s'articule autour de la revendication que les étudiants disparus soient rendus vivants, ce qui reste évidemment essentiel. Mais je crois qu'il faut aussi élargir l'éventail des revendications pour y inclure d'autres questions qui aident justement à réaliser l'unité de tous.

Un autre objectif, plus difficile encore, est d'élargir la base sociale de la résistance en offrant des alternatives politiques nationales. Il faut des positions claires face à la crise politique de notre pays. Nous avons besoin d'organiser celles et ceux qui sont sans organisation. Un des facteurs qui contribue à la stabilité des gouvernements néolibéraux, outre les processus électoraux, est la domination politico-culturelle et idéologique du peuple. Le rôle que jouent les médias est accablant. La désinformation et le contrôle politique sur les organisations populaires sont incroyables. Cela freine la mobilisation collective, réduit les espaces de discussion et rend plus lente l'entrée en lutte de nouveaux secteurs. Pourtant, si nous ne parvenons pas à faire converger toutes ces forces dans la lutte politique pour le pouvoir, nous aurons beaucoup de mal à nous débarrasser de ces néolibéraux.

Une question encore : surgi « d'en bas et à gauche » le zapatisme a incarné un projet de résistance indigène qui a fait montre de beaucoup de dignité rebelle depuis 1994 ; et quelque part « en haut et au centre gauche » se développe le projet électoral de Manuel López Obrador (ancien chef de gouvernement du District fédéral) autour de l'organisation Morena (Mouvement de régénération nationale). Entre ces deux pôles qui ont cristallisé les discussions dans la gauche ces dernières années, comment caractérisez-vous la situation politique ?

Humberto Montes de Oca Luna : Pour ce qui nous concerne, notre projet est une troisième option mais nous entretenons de bonnes relations avec nos camarades zapatistes : nous avons connu des périodes d'éloignement et de rapprochement et nous partageons beaucoup d'idées, d'autres non. Dans le cas de Morena, on ne peut pas dire qu'il s'agit d'un mouvement politique structuré avec une perspective claire. Il s'agit plutôt d'un mouvement autour d'un caudillo, Manuel López Obrador, avec un projet quasi messianique qui vise à sauver le pays en s'associant avec certains de ses coreligionnaires mais sans que Morena s'engage dans les luttes sociales et populaires. Ce que nous voulons, nous, c'est construire une alternative réelle, une alternative qui lutte contre le néolibéralisme, une alternative anticapitaliste qui s'appuie sur le rôle que doivent jouer les travailleuses et les travailleurs dans la lutte sociale et politique de notre pays.

Entretien réalisé par Franck Gaudichaud et Fabrice Thomas

P.-S.

* « Six ans après le début de la résistance farouche des travailleurs du Syndicat mexicain des électriciens ». Propos recueillis à México, octobre 2015. [Inprecor n° 622 décembre 2015](#)

* Traduit de l'espagnol par Robert March.

* Humberto Montes de Oca Luna est secrétaire aux relations extérieures du SME et l'un des coordinateurs de la Nouvelle centrale des travailleurs (NCT).

Franck Gaudichaud est docteur en sciences politiques de l'université Paris 8, maître de conférences en Civilisation latino-américaine de l'université de Grenoble, membre du comité éditorial de la revue en ligne Rebellion.org, militant de la IV^e Internationale.

Fabrice Thomas, membre de la Commission internationale du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France), actuellement enseignant au Mexique, est militant de la IV^e Internationale.